

[Texte]

With respect to reciprocal scholarships, each place Canada eliminates means, of course, that one less Canadian student has an opportunity to study abroad. Moreover, the generous increase in the Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan and the francophone scholarship announcement, both aimed mainly at developing countries, coming at the same time as our announced decrease in Government of Canada Awards, sends a curious signal to our better developed partners. Thus the AUCC continues to maintain, as it has in previous communications with the department, that the reduction in the Government of Canada Awards Program was short-sighted and that it should be reversed and the program strengthened.

The AUCC has also heard from the academic community that the department's concept and definition of Canadian studies are unnecessarily limiting to viable academic exchanges. Furthermore, no assistance seems to be available for the promotion of institutional links between Canadian universities and their counterparts in developed countries, although an extremely useful program has been in place for some time at CIDA for counterpart institutions in developing countries. Often the partner university in France, Italy, Japan, or Germany, does have some access to central funding, even if only for travel, but the inability of Canadian universities to find support, except from their own hard-pressed budgets, means many interesting initiatives remain *lettres mortes*. Thus, the encouraging wording for such exchanges in Canada's cultural agreements sounds rather hollow when contrasted with the reality of the situation.

• 1920

While Canada has neither the size nor the budget to make examples like the Japan Foundation, the British Council, the United States Information Agency, or the Deutscher Akademischer Austauschdienst realistic possibilities, we cannot afford to become defeatist either. Promising areas for future development—which would not only be welcomed by the academic community, but would also provide useful background for Canada's foreign policy formulation—would be a resumption of academic exchanges with the Soviet Union and increased support for Canadians and Canadian institutions engaged in international and area studies so that we may study the world from our own perspective and not through a reliance on the experience of other nations.

Since much of Canada's foreign relations do not lie in military, political, or security issues, but in those of trade and the economy, social, resource or science policy, cultural affairs and the environment, more should be done to strengthen international research and training in these areas, like the department's supportive business studies at five Canadian universities dealing with international issues. That funding also will lapse in 1988.

[Traduction]

Pour ce qui est des bourses d'échange, chaque bourse que supprime le Canada signifie qu'un étudiant canadien en moins aura l'occasion d'étudier à l'étranger. De plus, l'augmentation généreuse du programme de bourses du Commonwealth et la création d'un programme de bourses destinées aux francophones, qui s'adressent tous deux aux pays en développement, alors que s'annonce une diminution des bourses du gouvernement du Canada, ont de quoi désarçonner nos partenaires plus développés. Ainsi, l'Association des universités et collèges du Canada maintient, comme elle l'a fait lors de toute correspondance échangée avec le ministère, que la réduction du programme de bourses du gouvernement du Canada représente une décision à courte vue, que les autorités devraient revenir sur leur décision et que le programme devrait être renforcé.

L'Association des universités et collèges du Canada a également appris de la communauté universitaire que l'idée que se fait le ministère des études canadiennes se limite inutilement à certains échanges universitaires. De plus, la promotion de liens institutionnels entre les universités canadiennes et leurs homologues étrangères semble être inexistante, alors qu'un programme extrêmement utile lancé il y a déjà quelque temps par l'ACDI aide les universités des pays en développement. Les universités françaises, italiennes, japonaises ou allemandes ont souvent accès à des crédits, même s'il ne s'agit que de crédits de déplacement, alors que les universités canadiennes ne semblent trouver d'argent nulle part, à moins qu'elles ne puisent dans leur propre budget déjà fort malmené, ce qui signifie que toute initiative intéressante demeure lettre morte. Ainsi, la formulation des accords culturels du Canada, accords encourageant ces échanges, semble plutôt creuse lorsqu'on la compare à la réalité.

Même si le Canada ne possède ni l'importance ni le budget nécessaire pour suivre l'exemple de la Fondation du Japon, du *British Council*, de l'Agence américaine de renseignement, de la *Deutscher Akademischer Austauschdienst*, il n'en reste pas moins que nous ne pouvons nous permettre de verser dans le défaitisme. Le Canada pourrait—et cela serait non seulement bien accueilli par la communauté universitaire, mais permettrait également au Canada de s'inspirer de ces travaux pour formuler sa politique étrangère—renouer des rapports universitaires avec l'Union soviétique et augmenter l'aide accordée aux Canadiens et aux institutions canadiennes offrant des cours dans le domaine international, pour que nous puissions voir le monde de nos propres yeux et non pas par la lorgnette d'autres pays.

Étant donné que l'essentiel des relations du Canada avec le monde ne relève pas du domaine militaire, politique ou de la sécurité de l'État, mais plutôt du commerce, de l'économie, du social, des ressources, des sciences, de la culture et de l'environnement, des efforts devraient être déployés pour augmenter la recherche et la formation dans ces domaines—là, comme les subventions accordées par le ministère au programme d'études commerciales internationales à cinq universités canadiennes. Ces subventions se termineront également en 1988.